

Assemblée générale de Place Publique du 1^{er} juillet 2017

Rapport Moral

J'ai plaisir à vous présenter ce rapport qui traduit une forte hausse du moral de l'association et donc de son président. En 2016-2017, les raisons d'un regain d'optimisme ont été nombreuses. Comme dans un mouvement des vases communicants inversés, chaque fois que les actions de Place Publique ont grimpé, celles du maire de Cogolin ont dégringolé et vice versa.

Voici les principaux événements qui ont provoqué ces mouvements inverses :

La première bonne nouvelle pour nous, donc mauvaise pour le Maire, c'est que le nombre des adhérents de Place Publique a poursuivi sa croissance, passant de 130 en 2015 à 143 en 2016 et à 164 en 2017. Le nombre des personnes nous manifestant leur sympathie a lui aussi fortement augmenté.

En interne, je tiens à remercier les membres du Conseil d'Administration qui n'ont pas ménagé leurs peines pour mener à bien les nombreuses actions détaillées par Mireille, en commençant par elle, Colette, Claire, Georgette, Mériem, Claudine, Jean-Yves, Philippe, Jérôme, Patrick et Christian étant excusés.

Un autre indicateur réconfortant a été le succès de l'appel à souscription destiné à nous permettre de financer les recours engagés et les procès qui nous ont été intentés. J'exprime toute notre gratitude aux nombreux donateurs qui nous ont permis de poursuivre nos activités. A contrario, M. Lansade a dû en être fort dépité lui qui espérait nous épuiser financièrement pour nous faire taire, en décidant notamment de rendre les salles municipales payantes pour quelques associations. Nos recours ont payé puisqu'il vient de renoncer à cette mesure discriminatoire et de prendre un mauvais coup à son moral.

De la même manière, les actions engagées par Place Publique l'ont obligé à renoncer à la transformation de la demeure-musée Sellier en hôtel privé. Mais nous devons rester vigilants et combattifs pour que ce bien réintègre le domaine public et retrouve une vocation culturelle affirmée.

Après avoir dénoncé les conditions honteuses du déroulement du conseil municipal du 15 décembre 2016, Place Publique a engagé des recours et démarches contre la plupart des décisions inacceptables prises ce jour-là.

Sur la vente du terrain du Yotel à la COGEDIM, nous avons attaqué la modification simplifiée n° 9 du PLU au Tribunal Administratif et nous avons dénoncé à la DREAL la manœuvre de l'acheteur destinée à essayer d'échapper à une étude d'impact. La DREAL a confirmé l'obligation de réaliser cette étude d'impact dans des termes particulièrement sévères : incompatibilités avec la Loi Littoral et le SCOT, aggravation du risque d'inondation, conséquences négatives sur la faune, la flore et la circulation dans le golfe...

Les dernières informations diffusées par les services de l'Etat sur la vulnérabilité accrue de ce terrain au risque de submersion en raison du changement climatique ne vont pas dans le sens de l'urbanisation voulue par le maire. Depuis le début nous lui disons que ce terrain est marécageux mais il ne veut pas nous écouter, au risque de s'y noyer.

Côté maire, les nuages s'accumulent qui sont autant d'éclaircies pour Place Publique :

- Les démissions ou passage dans l'opposition de 10 de ses conseillers municipaux qui menacent son équipe d'explosion*

- Les élections présidentielles qui signent l'échec de sa candidate favorite et coupent court à ses ambitions politiques
- Les élections législatives qui le mettent en minorité dans sa propre commune, signe d'un désaveu cinglant au bout d'à peine 3 ans de mandat.

A ce stade de mon exposé, je souhaite apporter quelques précisions utiles à la compréhension des motivations de l'action de Place Publique. Il ne s'agit à aucun moment de faire une opposition aveugle et systématique aux décisions de cette municipalité au seul motif qu'elle est Front National. Par contre, nous connaissons les moyens utilisés par ce parti pour assoir son pouvoir : la haine et la peur de l'autre, surtout s'il est différent, la discrimination, la réduction des libertés (presse, associations, écoles, opposition), l'absence de projet de vivre ensemble et d'intérêt général, remplacé par la spéculation et l'affairisme entre copains... Notre action n'est pas animée par la haine de ce parti, même si nous n'aimons pas les idées qu'il véhicule, mais bien par l'attachement à des valeurs que nous avons inscrites dans nos statuts : la laïcité, l'écoute et le respect des différences, de l'environnement et du cadre de vie, la préservation des patrimoines naturel, historique et culturel, le bon usage de l'argent public, le respect des libertés, le vivre ensemble et la fraternité.

Ainsi, chaque fois que nous avons engagé des actions contre des décisions de cette municipalité, je devrais dire des décisions de Lansade et son conseiller Smadja, c'est bien parce qu'elles remettaient directement en cause ces valeurs.

Je voudrais terminer ce rapport en essayant de répondre à la critique qui nous a été faite d'appeler à voter pour les candidats d'En Marche aux deuxièmes tours des élections présidentielle et législative. En rappelant la grande diversité des membres qui composent notre association, ce qui en fait sa richesse. Quelques-uns d'entre eux sont engagés dans des partis politiques, de droite, du centre, de gauche, ce qui relève de leur entière liberté. Mais la très grande majorité des 160 adhérents actuels n'appartient à aucun parti. Dans le respect de leurs différences, ils sont unis par la même volonté de défendre les valeurs républicaines dangereusement menacées par le Front National.

C'est pour cela que chaque fois qu'un candidat du Front National était présent au second tour d'une élection, Place Publique a clairement appelé à voter pour le candidat républicain qui lui était opposé, quelle que soit son étiquette politique. Ce fut le cas en faveur des candidats de droite aux élections régionales et départementales et en faveur des candidats d'En Marche aux dernières présidentielles et législatives.

Je me réjouis pour ma part de l'irruption de cette jeunesse sur la scène politique. Plutôt que de condamner à priori ses chances de succès, je préfère lui accorder ma confiance, sans aveuglement et avec vigilance. Car cela fait bien écho au travail mené depuis trois ans par Place Publique : susciter un nouvel intérêt pour la chose publique, la « Res Publica », favoriser la participation des habitants à la vie de la cité, aux décisions qui les concernent, par la rencontre, le dialogue, l'écoute, le respect des différences, le dépassement des clivages traditionnels.

Nous devons continuer ensemble ce travail et l'approfondir.

Je compte sur vous et vous remercie de votre attention.

Le Président
Francis José-Maria